

Pourquoi l'État-Protecteur ne protège-t-il pas ses citoyens des politiciens incompétents ?



Comme le droit de refuser et de réprover l'autorité d'un « *président normal* », d'un homme moyen, dont on sait que l'incompétence, l'impuissance et l'amateurisme sont avérés, le peuple, et non ses représentants, doit pouvoir prendre son destin en main et assumer les risques du changement politique. C'est pourquoi le peuple, se fondant sur son jugement personnel et ses décisions intimes, doit pouvoir affirmer sa dissidence, l'affirmation des individus contre les partis, des êtres profanes contre les soi-disant spécialistes médiatiques.

La fin de la domination des partis, soi-disant de gouvernement, modifie le paysage politique provoqué par le déclin inexorable de l'UMPS avec l'avènement du « tripartisme ». L'une des causes de ce changement est la désaffectation des catégories populaires et des classes moyennes, pour qui les partis de gouvernement ne sont profitables qu'aux « *usurpateurs* » des postes et des rentes de situation. Pour les nantis et les profiteurs de l'UMPS, c'est

assurément « *une énorme déception* » ! Contrairement aux attentes, le programme ré-électoral de Hollande n'a pas réussi à créer la confiance des familles et de la population qui travaille, s'il y parvient jamais.

C'est pourquoi le peuple désire une rénovation de la démocratie et changement des valeurs faussées de la république socialiste, sous l'effet de la propagande socialo-populiste des idéologues de l'État-PS. Les idéologues du lobby LGBT portent un préjudice à la démocratie, en imposant l'idéologie absurde du Gender et des « *ABCD de l'égalité* », et la propagande homosexuelle, bi-, trans-, du lobby LGBT contre la laïcité à l'école. La tyrannie idéologique porno-gay du lobby GOF-LGBT est, en elle-même, la « *négation de la démocratie* » .

L'affaiblissement des partis de l'UMPS marque la fin de l'alternance des copains et des coquins, ceux qui sont « tous ensemble » les vrais « *ripublicains* » . La révolte des méprisés du parlementarisme bourgeois et des usurpés, est appelée par l'idéologie dominante de la classe dominante : la « *Montée du populisme* » .

Cette désaffection est beaucoup plus forte, depuis que la tyrannie idéologique de la CEDH « *ultra-droitdel'hommiste* » et l'extrémisme libertaire de la gauche ultra domine l'Europe. Ce sont les activistes de l'UE libérale de Schengen qui entretiennent l'arbitraire sectaire « *ultra-droitdel'hommiste* » . La « *doctrine libertaire* » de la Cour Européenne des Droits de l'Homme prône le « principe » du regroupement familial de « toute la misère du monde », dont l'efficacité, au détriment de la politique de la famille française, n'est plus à démontrer.

La bureaucratie insigne de la CEDH, c'est la priorité du droit des étrangers sur le droit minoré des Français. La France doit payer pour l'accueil des étrangers, selon les lois absurdes de l'Union Européenne.

Le peuple qui travaille, anéanti par l'incompétence, l'impuissance et l'amateurisme de l'État-PS, établit une comparaison défavorable entre l'état présent de la démocratie, selon la république socialiste de Hollande, d'inspiration

soviétique, et l'état de la démocratie à l'époque de la grande diffusion de la production industrielle et de la « *richesse pour tous* », et de la grandeur du pouvoir politique, sous la présidence de Charles de Gaulle.

La seule valeur fondamentale à défendre, c'est l'autodétermination et la liberté individuelle, sur le plan politique. Le problème de la liberté d'opinion, de la liberté intellectuelle et de la liberté d'expression, se pose parce qu'elles sont menacées par la tyrannie idéologique de l'État-PS qui domine aujourd'hui en France.

Les principales forces politiques qui menacent aujourd'hui la liberté d'expression et la liberté d'opinion dans le pays, sont représentées par les socialistes et l'État socialiste, comme jadis par le Parti Communiste.

Avec la tyrannie idéologique de l'État-PS, la dictature de l'État bureaucratique constitue l'une des plus graves menaces pour la liberté individuelle. L'État veut imposer certaines valeurs aux enfants à l'école et aux citoyens ! Le philosophe avait raison de nous prévenir que ceux qui ne peuvent pas se rappeler le passé sont condamnés à le répéter. Pour montrer comment la loi sur le renseignement est dangereuse, il faut se rappeler que c'est l'État qui définit ce qui est devenu un crime d'opinion ou un délit d'expression. Dire que la république socialiste protège contre les abus, c'est une pure illusion. On peut toujours justifier n'importe quelle politique sécuritaire, et anti-sociale, à tous ceux qui sont prêts à croire à des promesses aussi vagues. Dans le même temps, le gouvernement soutient certaines formes d'activités antireligieuses et anti-chrétiennes. Et son action se met à ressembler fâcheusement, et de très près, aux activités antireligieuses des pays communistes.

L'État-PS crée sa propre religion. Le dogme politique du Gender devient alors un dogme religieux. Et comment savoir qui détient l'autorité ultime pour définir cette nouvelle religion du Gender ? La réponse du mouvement de la « *Manif pour tous* » consiste à encourager la liberté de conscience des familles et à s'opposer à l'établissement d'un monopole de l'idéologie

porno-gay du lobby GOF-LGBT à l'école et dans la société. Le principe de la liberté démocratique note que les partis de l'établissement UMPS menacent habituellement le pluralisme, la diversité d'opinion et la liberté d'expression. L'État devrait empêcher que le PS puisse utiliser le pouvoir étatique pour imposer sa propagande idéologique, et ses croyances, au peuple qui n'en veut pas.

La principale fonction de l'État est avant tout de « *protéger les citoyens* ». Si les gens ont besoin d'être protégés contre les médecins incompetents, mauvais, incapables ou cupides, ils ont besoin d'être protégés des mauvais enseignants, des bureaucrates et des politiciens. Et surtout, les gens ont besoin d'être protégés des politiciens soi-disant protecteurs, qui veulent le bien de tous, mais avant tout, le bien pour eux-mêmes !

Les citoyens doivent apprendre à se protéger des politiciens et des périls qui les guettent. Cela commence avec la nécessité d'apprendre l'auto-protection. Chacun doit apprendre à se protéger soi-même vis-à-vis de l'incompétence, de l'impuissance et de l'amateurisme des politiciens élus « *par et pour* » les partis.

Sinon, comme avec Hollande, le peuple en subira toutes les conséquences désastreuses. Il n'y a pas de liberté sans prise de risque et sans responsabilité. L'État devrait donner aux gens les moyens d'évaluer les politiciens, comme les associations de consommateurs. Les possibilités pour les citoyens de tester réellement les compétences des politiciens, sans l'aide de l'État, sont rares. Comment avoir les connaissances politiques suffisantes pour juger un « *homme normal* », qui prétend être compétent, alors qu'il n'en est rien ? Si le peuple n'a pas de connaissances en politique, il y a des raisons à cela, car on n'enseigne rien aux gens. Beaucoup de politiciens prospèrent en politique en mystifiant les gens et en maintenant le public dans l'ignorance, malgré les exigences de vulgarisation du savoir politique et des principes de base de la bonne gouvernance de l'État. Rien de tout cela ne sera possible tant que l'éducation populaires

sera le monopole de l'État-PS !

« Le grand hold-up » de la démocratie est le fait des usurpateurs qui tirent tous les avantages indus du parlementarisme à la française. Derrière la crise du parlementarisme à la française, on découvre la réalité d'une démocratie condamnée à un échec inéluctable par la dictature actuelle des idéologues de l'État-PS.

La démocratie française a-t-elle un avenir ? On sait que les électeurs de François Hollande ont été massivement bernés après la présidentielle de 2012. L'ennemi résolu de la finance en campagne n'est qu'un pauvre attrape-nigauds, au service des bobos et des bouffons profiteurs de la république socialiste.

Tous les partis politiques qui, dans le passé, ont conquis une suprématie momentanée, à la suite d'un vote majoritaire, ont voulu s'approprier les prébendes et les postes, afin de consolider des positions acquises.

Le parti socialiste, qui veut s'emparer du pouvoir de domination sur les forces sociales en France, a décidé d'abolir le système de valeurs existant. Il veut détruire les repères de la société civile jusqu'à présent. Il veut asservir la société tout entière aux conditions de la tyrannie de sa propre idéologie. Les socialistes n'ont absolument rien « en propre », en matière de connaissance et de pratique de la « morale politique » .

Selon Lénine, le parlementarisme consiste à « *décider une fois, tous les trois ou six ans, quel membre de la classe dirigeante « devait représenter » et fouler aux pieds le peuple au Parlement... Telle est l'essence véritable du parlementarisme... »* Lénine évoque l'avènement « *d'un ordre social où ne serait pas observé le principe de la « soumission » de la minorité à la majorité... La démocratie, c'est un « État reconnaissant la soumission » de la minorité à la majorité. Autrement dit, c'est une organisation destinée à assurer « l'exercice systématique de la violence » par une classe contre une autre... »*

La dictature « *ripublicaine* » des partis de l'UMPS, c'est « *l'exercice systématique de la violence* » et de la médiocrité

crasse des nantis et des profiteurs/usurpateurs de la politique, avec l'alternance des coquins au pouvoir, et surtout les nominations des copains aux « *postes protégés* » et profitables de la république.

Le principe de la médiocrité et de l'incompétence en politique est le résultant du principe de Peter : un « *parti politique est simplement un appareil destiné à choisir des candidats et à les faire élire. On peut affirmer sans crainte que les partis régissent la sélection des candidats...* » Dans un parti, la compétence à un poste de « *secrétaire-bureaucrate de synthèse* » ne peut garantir ensuite la compétence au poste de « *président normal* » .

Un parti politique peut « *soutenir un candidat incompétent... Il choisira son candidat non pour sa sagesse ou ses qualités de législateur, mais pour sa faculté présumée d'attirer les votes...* » C'est pourquoi « *on ignore si le monde est dirigé par des hommes intelligents qui nous trompent et nous mènent en bateau, ou par des imbéciles...* Les citoyens savent que l'administration, placée sous l'autorité des élus et des syndicats de gauche, n'a pas le monopole de l'incompétence. C'est pourquoi, « *le nombre de fonctionnaires paresseux et insolents est infini* » . Tous les systèmes bureaucratiques « *souffrent de la même accumulation de personnel incompétent et redondant* » . La spécialité des élus socialistes est de toujours se tromper, sous le couvert de la « *politique socialiste* » . Ainsi, la politique de l'emploi des collectivités locales souffre de cette accumulation de personnel incompétent et oisif, « *car le « système gouvernemental » (est le lieu où) « l'incompétence règne* » .

Thierry Michaud-Nérard